

Les assemblées socio-environnementales rionegrinas en défense de notre maison

Résistance contre l'extractivisme

Par Ana María Siufi



Il y a quelques mois, mon Whatsapp s'est rempli de messages tristes, de photos et de vidéos terribles d'incendies dévorant forêts, maisons, animaux, vies humaines... Chaque année, le feu provoque la déforestation de milliers d'hectares en Argentine. Dans les montagnes de la Patagonie argentine, cela fait des décennies que

des incendies se produisent dans les forêts indigènes d'une grande biodiversité. En mars, les provinces de Rio Negro et de Chubut ont connu des incendies de forêts indigènes et de monocultures de pins. Ces incendies ont causé la mort de personnes, de nombreux blessés et des quartiers entiers rasés; les familles ont tout perdu : leur maison, leurs biens, leurs véhicules, des ustensiles de travail et des objets de mémoire familiale. La vie quotidienne de ces personnes a été violemment affectée et leurs projets de vie altérés. À cela s'ajoute le grave endommagement des infrastructures locales d'électricité, de gaz et d'eau qui a touché des milliers de foyers.

Cela fait des années que les gouvernements provinciaux et nationaux n'investissent pas assez dans les moyens de prévenir, de maîtriser et de combattre les incendies, même s'ils savent que ce phénomène se reproduit chaque été, aggravés par les monocultures forestières qui sont une poudrière s'enflammant avec la moindre étincelle. Nous avons besoin d'une plus grande participation citoyenne dans la prévention des catastrophes et dans la planification et l'aménagement du territoire pour la production durable et la protection des écosystèmes en Patagonie.

Ce territoire est-il considéré comme une zone sacrifiée ? Quels intérêts se cachent derrière ces incendies? Nous savons que dans ces provinces, on veut changer la matrice productive traditionnelle de l'élevage ovin ou fruticulture, par l'extraction d'hydrocarbures par le *fracking* et la méga-extraction. Sur le plateau et dans ces montagnes il y a de l'or, de l'argent, du cuivre, de l'uranium et d'autres métaux qui pourraient générer d'immenses profits pour les entreprises avec des projets miniers colossaux, qui veulent être réalisés sans consultation libre et informée préalable,

et ignorant la forte résistance populaire à « l'extractivisme écocidaire ».

D'autre part, les beaux paysages de montagnes, forêts et lacs cristallins attirent des entreprises immobilières et des projets touristiques à grande échelle. C'est pourquoi l'appropriation incontrôlée des terres est autorisée et que le peuple mapuche-tehuelche est accusé d'être responsable de ces

incendies. Sur ce problème, dit Mauro Millán, un *lonko* (chef) mapuche : « Nous avons des années de démocratie derrière nous, il y a des droits, mais rien de tout cela ne s'applique et nous revenons à cette vieille époque des privilégiés, en utilisant la propriété privée. À ce groupe d'entrepreneurs, de fonctionnaires, de juges, de procureurs, d'avocats et de propriétaires terriens s'ajoutent aujourd'hui les moyens hégémoniques pour soutenir le privilège économique et politique sur ce territoire. Ils reproduisent ce message de haine (contre les Mapuches)... pour désinformer des millions de gens qui finissent par reproduire ce qu'ils voient, entendent et lisent. »

Au contraire, il faut souligner la campagne de solidarité et d'action des voisins et des citoyens auto-mobilisés, qui ont voyagé pour combattre les incendies dans les provinces de Chubut et Rio Negro, soigner les blessés, sauver les animaux ou construire de nouvelles maisons. Il a également été expédié depuis la région et tout le pays, de la nourriture, des médicaments, des vêtements, des meubles, des matériaux de construction, etc. Cela montre une fois de plus que notre peuple est capable de fraterniser et d'être présent face à la douleur du voisin.

Cela fait plus d'une décennie que je fais partie de l'assemblée socio-environnementale de ma ville, General Roca, appelée maintenant Assemblée pour l'eau et la terre de Fiske Menuco. C'est un sorte de volontariat, inclusif, pluriel, horizontal, neutre, avec des décisions consensuelles et critique vis-à-vis du système du marché extractiviste. Nous nous proposons d'apprendre, d'échanger, de discuter et de proposer des actions pour défendre les biens communs naturels, la communauté, la culture et les droits de l'Homme. C'est pourquoi nous avons également apporté notre contribution solidaire aux personnes touchées par les incendies.

L'assemblée socio-environnementale a connu des hauts et des bas dans la participation mais, depuis l'année dernière, elle a été renouvelée avec de nombreuses et jeunes personnes pleines d'énergies qui utilisent l'art de la rue, les expressions corporelles, peintures murales, affiches, brochures éducatives, poèmes accrochés sur les arbres des parcs, festivals musicaux, troupes de musiciens ambulants, jeux, émissions de radio, vidéos, et aussi des marches de réclamation et de protestation, conférences publiques et virtuelles, émission de communiqués et même la proposition de loi « anti-mégamière ».

Nous cherchons à être présents dans tous les domaines de l'éducation, de la visibilité et de la diffusion populaire : écoles, universités (en organisant des ateliers et des conversations), journal, radios, réseaux sociaux, aux audiences du pouvoir législatif, dans les rues ou places des quartiers de

la ville et sur les rives du fleuve Noir qui arrose toute la vallée et où nous organisons annuellement "El Abrazo al Rio" pour dénoncer sa pollution. Par la pandémie, nous sommes virtuellement hebdomadaires ou bimensuels, selon les besoins organisationnels.

Nous ne sommes pas seules, dans chaque ville ou village de la région il y a des assemblées socio-environnementales autoconvoquées et d'autres organisations qui ont créé un espace collectif provincial : l'Assemblée des Assemblées du Curru Leufú, pour l'apprentissage et l'échange d'expériences de lutte et l'articulation et la construction de stratégies collectives et d'actions conjointes, objectifs qui sont devenus réalité en marchant et en manifestant. C'est un espace qui facilite l'unité pour l'organisation et l'influence politique et la rencontre fortifiante des luttes quotidiennes dans les différentes régions, confrontées au puissant défi des gouvernements nationaux, provinciaux ou locaux alliés avec des multinationales pour les projets d'extraction impliquant la pollution, la privatisation de la terre et l'exploitation sur les territoires des communautés mapuches. C'est aussi un défi de lutter contre la criminalisation et la judiciaireisation de la protestation sociale et la militarisation des territoires en conflit.

Freiner l'installation d'une centrale nucléaire à capital chinois, dans notre province de Rio Negro en 2019 (résistance menée par l'Assemblée antinucléaire rionegrina), rédiger et présenter à l'assemblée législative un projet de loi pour interdire la méga-extraction (2020-21), résister (également sous protection judiciaire) contre deux projets méga-miniers d'exploitation de l'or et de l'uranium, accroître la sensibilisation sociale aux questions environnementales, apparaître dans les médias, être convoqués dans les écoles et les universités, dénoncer la pollution de la vallée et de l'air (par le *fracking* et les sables siliceux, par des effluents d'égout et pesticides), publier ou adhérer ensemble dénonçant les plans d'extraction dévastateurs, sont quelques-uns des grands et petits succès de nos actions, réalisées en réseau avec les autres assemblées rionegrinas et de la région.

Nous marchons en assumant nos différences d'âge, de formation, de critères, d'expériences, nos fatigues, notre manque de ressources et de temps pour nous consacrer à la défense de la *madretierra*, mais l'amour pour la Pachamama et pour nos communautés que nous partageons, les Mapuches, les paysans, les intellectuels, les ouvriers, les étudiants, les artistes, les enseignants, les activistes, syndicalistes, religieux (pas beaucoup), artisans, voisins, nous soutient, et je dois le dire : la plupart d'entre nous sont des femmes courageusement engagées dans la préservation de la vie par la lutte persévérante, ferme et non-violente.

Ana María Siufi. Née à Buenos Aires, elle réside actuellement à General Roca, province de Rio Negro. Membre de la Congrégation (catholique) des Sœurs de la Miséricorde des Amériques, elle est enseignante à la retraite et exerce à la Pastorale sociale et carcérale. Depuis environ 12 ans, elle est membre de l'Assemblée socio-environnementale de sa ville, qui résiste face à l'avancée de l'extractivisme dans la région.